

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2025-03-36
du 31 MARS 2025**

**portant prolongation de l'arrêté préfectoral n°2005-03945 du 12 avril 2005 autorisant
l'exploitation d'une carrière de sables et de graviers au lieu-dit « Croisette »
par la SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES ÉTABLISSEMENTS GUY BOCCHIETTI (S.E.E.B.)
sur la commune de Clelles**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la directive n° 2014/52/UE du 16 avril 2014 modifiant la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, et notamment l'annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.181-49 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret n°2009-841 du 8 juillet 2009 modifiant la nomenclature des installations classées et supprimant la rubrique n°2510-2 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, préfète de l'Isère ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2515 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels) ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil - CS 6 - 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004 et relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'avis ministériel du 11 avril 2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le schéma régional des carrières d'Auvergne Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 du 8 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°75-2431 du 14 mars 1975 autorisant la société S.E.E.B. à exploiter une carrière de sables et graviers au lieu-dit « Croisette » sur la commune de Clelles (38930) pour une durée de 30 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005-03945 du 12 avril 2005 autorisant le renouvellement et l'extension de la carrière exploitée par la S.E.E.B. pour une nouvelle durée de 20 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-09-21 du 29 septembre 2023 relatif à la surveillance des retombées de poussières issues de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2024-11-25-00051 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Jean-Luc DELRIEUX, directeur départemental de la protection des populations de l'Isère ;

Considérant la demande de prolongation datée du 23 septembre 2024 et le dossier de porter-à-connaissance présenté par la société S.E.E.B. ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 25 mars 2025 ;

Considérant le courriel du 26 mars 2025 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant la réponse de l'exploitant du 28 mars 2025 indiquant l'absence d'observation ;

Considérant que la demande de prolongation permettra de continuer l'exploitation de la carrière sur les bases du plan de phasage prévisionnel initialement prévu et de poursuivre et finaliser les études nécessaires à un dossier complet de demande de nouvelle autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension de la carrière ;

Considérant que la prolongation sollicitée ne modifie pas le rythme maximal d'extraction, le mode d'extraction, les conditions d'exploitation et de suivi environnemental ni le plan de remise en état final ;

Considérant que l'emprise ICPE autorisée demeure inchangée, et que la remise en état du site prévoit toujours la réalisation d'un carreau de type industriel et les reboisements et végétalisations des talus ;

Considérant que les conditions d'exploitation demeurent et que l'ensemble des dispositions prescrites par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, par l'arrêté préfectoral du 12 avril 2005 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2023, dont les différents suivis environnementaux (mesures de retombées de poussières, de niveaux de bruit, surveillance du niveau et de la qualité des eaux souterraines, etc.) s'appliqueront encore au site ;

Considérant que la demande de prolongation de 3 ans de l'autorisation d'exploiter le site implanté lieu-dit « Croisette » sur la commune de Clelles (38930), présentée par la SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES ÉTABLISSEMENTS GUY BOCCHIETTI (S.E.E.B.) respecte les dispositions des articles L.515-1, R.512-35 et R.181-49 du code de l'environnement ;

Considérant qu'une prolongation de 3 ans de l'autorisation d'exploiter le site ne constitue pas une modification substantielle au titre du 1° et du 3° de l'article R.181-46-I du code de l'environnement ;

Considérant que la demande constitue néanmoins une modification notable de l'autorisation initiale ;

Considérant qu'au regard de la localisation, du contexte environnemental, la demande de prolongation n'est pas susceptible de présenter des dangers et inconvénients pour la santé et la salubrité publiques ;

Considérant par ailleurs que les dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 peuvent être prévenus par le respect des prescriptions applicables au site, à savoir l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994, l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005-03945 du 12 avril 2005 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-09-21 du 29 septembre 2023 ;

Considérant qu'aucun changement de capacité ou de régime n'est demandé ;

Considérant que la demande de prolongation n'est pas subordonnée à une actualisation de l'étude d'impact initiale ;

Considérant, dès lors, qu'il n'y a pas lieu de procéder à une participation du public par voie électronique prévue par les dispositions des articles L.122-1-1.III et L.123-19 du code de l'environnement ;

Considérant qu'à la lecture des mêmes arguments, l'inspection des installations classées considère qu'une consultation du public hors procédure particulière, sous la forme d'une participation du public par voie électronique d'une durée de 15 jours en application des articles L.123-19-2 et suivants de code de l'environnement, n'est pas requise ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) « formation carrières » ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : Prolongation de l'autorisation

Le second alinéa de l'article 2 « Caractéristiques de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n°2005-03945 du 12 avril 2005 est modifié comme suit :

« L'autorisation est accordée pour une durée de 3 ans supplémentaires jusqu'au 12 avril 2028, remise en état incluse. »

Article 2 : Garanties financières

Le point 16.1 de l'article 16 « Garanties financières » de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-03945 du 12 avril 2005 est complété comme suit :

« Pour la période 20 à 23 ans (2025-2028), l'exploitant est tenu d'adresser au préfet, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un nouvel acte de cautionnement solidaire d'un montant de trois cent trente-trois mille deux cent deux euros (333 202 € TTC). »

Article 3 : Prescriptions applicables

L'ensemble des autres dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-03945 du 12 avril 2005 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-09-21 du 29 septembre 2023 demeurent applicables au site exploité par la société S.E.E.B..

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral ou par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-03945 du 12 avril 2005.

Article 4 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Clelles et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Clelles pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 5 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du

recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

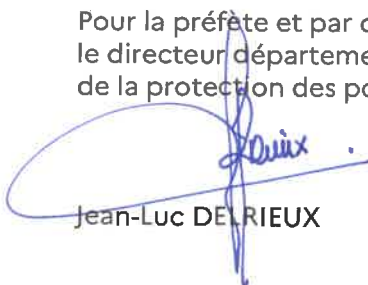
Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Clelles sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société S.E.E.B..

Pour la préfète et par délégation,
le directeur départemental
de la protection des populations,



Jean-Luc DELRIEUX

